



Assemblée générale

Soixante-troisième session

50^e séance plénière

Jeudi 13 novembre 2008, à 18 heures
New York

Documents officiels

Président : M. d'Escoto Brockmann (Nicaragua)

*En l'absence du Président, M. Mbuende
(Namibie), Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 18 h 5.

Point 45 de l'ordre du jour (suite)

Culture de paix

Rapport du Secrétaire général (A/63/262)

Note du Secrétaire général (A/63/127)

Projets de résolution (A/63/L.23 et
A/63/L.24.Rev.1)

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Équateur.

M. Morejón (Équateur) (*parle en espagnol*) : C'est un grand honneur que de m'adresser à l'Assemblée au nom du peuple et du Gouvernement de l'Équateur, pays convaincu que le dialogue, l'égalité juridique entre les peuples, le respect mutuel, la libre détermination, la coopération et la coexistence pacifique sont les principes de base qui doivent guider les relations entre les États. L'Équateur prône en outre le règlement pacifique des différends et des conflits internationaux et rejette catégoriquement la menace ou l'emploi de la force comme mécanisme de résolution des conflits. En conséquence, il condamne l'ingérence dans les affaires intérieures des États, ainsi que toute forme d'intervention. Fidèle à ces principes, mon pays

promeut la paix et le désarmement universel, et condamne la mise au point et l'utilisation d'armes de destruction massive.

En tant que membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, l'Équateur a inscrit dans sa structure juridique, entre autres, les normes énoncées dans la Charte ainsi que les principes découlant de l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Mais nous sommes allés plus loin. Avec l'actuelle Constitution politique récemment adoptée par référendum à une écrasante majorité, l'Équateur se proclame comme un état de droit dans lequel tous les individus, groupes, associations, communautés éducatives, entreprises et institutions témoignent, dans leur activité quotidienne, d'un engagement constant fondé sur le respect de la vie, le rejet de la violence, l'entente, la préservation de l'environnement et la solidarité, éléments essentiels pour parvenir à l'intégration et à l'équité sociale. La nouvelle Constitution de l'Équateur condamne en outre l'imposition de bases ou d'installations militaires de certains États sur le territoire d'autres États, étant donné que nous avons fait de mon pays un territoire de paix.

De plus, l'Équateur a érigé en principes fondamentaux la tolérance et le multiculturalisme, dans le respect de tout type de religion ou culte, en englobant en outre l'immense richesse spirituelle de nos peuples autochtones et afro-équatoriens. Comme

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



l'a indiqué le Président constitutionnel de la République, l'économiste Rafael Correa Delgado, alors que l'on célèbre le dixième anniversaire de la signature des accords de paix avec le Pérou, notre pays frère, nous devons construire cette paix profonde, durable, sur la base du développement et de la justice. Et c'est exactement ce que nous faisons en Équateur : nous construisons cette paix chaque jour, avec force et détermination, sur la base de la justice sociale, de l'égalité, de la dignité et du respect.

Nous sommes résolu à édifier une société solidaire et humaine et nous encourageons l'intégration régionale. Par conséquent, convaincu que la paix amène le progrès, depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement actuel a entrepris, avec la participation active de son homologue péruvien, à la frontière sud de l'Équateur, de multiples projets dans des domaines aussi divers que les transports, le commerce, les mesures de confiance mutuelle, les canaux d'irrigation, le tourisme, les routes et chemins vicinaux, les mécanismes migratoires, les programmes d'enseignement et d'échanges culturels, les centrales hydroélectriques, les mesures environnementales et la construction d'un parc binational pour la paix, entre autres, projets dont l'exécution représente au total un investissement de plus de 2 millions de dollars. Ces projets, comme l'a dit notre Président, incarnent notre volonté politique de changer de modèle de développement. Aujourd'hui, nous tentons de consolider la frontière et de nous orienter vers un concept de sécurité humaine.

Nous sommes fermement convaincus, en Équateur, que l'être humain doit être placé au centre des préoccupations de l'ordre international. Le strict respect de ses droits fondamentaux, civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et collectifs doit former le cœur de la politique étrangère, l'idée de base étant que les droits de l'homme sont universels, interdépendants et indivisibles, que leur mise en œuvre doit être guidée par les principes d'universalité, d'impartialité, d'objectivité et de non-sélectivité et que la protection et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris le droit au développement, passent par la coopération et un dialogue constructif.

C'est cette même optique qui guide la mise en œuvre, dans la zone limitrophe avec la Colombie, du Plan Ecuador qui part du principe que la sécurité humaine découle de la paix et du développement. Ce

plan s'articule autour de trois grands axes : premièrement, renforcer la sécurité et une culture de paix centrée sur l'être humain, la satisfaction de ses besoins et la pleine réalisation de ses capacités et de ses libertés; deuxièmement, encourager le maintien d'une politique de relations internationales équitable et solidaire; et troisièmement, affirmer une politique de défense fondée sur la protection de la population, des ressources naturelles et du patrimoine national et sur le contrôle effectif du territoire.

Face aux conséquences du conflit interne en Colombie pour la société équatorienne, le Plan Ecuador met l'accent sur la prévention, à travers une approche pluridimensionnelle et plurisectorielle, afin de résoudre les graves problèmes engendrés par la pauvreté, l'exclusion et la violence. Sa mise en œuvre repose sur la réalisation des objectifs nationaux de développement social et économique, sur le strict respect des accords internationaux dans le domaine des droits de l'homme, sur la préservation et l'exploitation durable des ressources naturelles et sur la lutte contre toutes les formes d'activités illégales qui compromettent la sécurité des citoyens.

À cette fin, nous proposons de consolider l'économie des provinces frontalières, d'améliorer la qualité de vie de la population, d'accroître la présence et la coordination des institutions de l'État et de renforcer la capacité de gestion des pouvoirs publics et des organisations sociales au niveau local. C'est le seul moyen d'apporter, dans les délais voulus, une réponse appropriée à l'accumulation des besoins sociaux et aux problèmes liés aux déplacements de populations provoqués par le conflit interne en Colombie, de renforcer l'aide humanitaire, de réduire au minimum l'impact du secteur productif sur l'environnement et d'empêcher la population de se tourner vers des activités illégales.

Le Plan Ecuador sert de point de départ au calendrier politique du Gouvernement concernant la frontière nord; il a été enrichi par les apports des principaux acteurs locaux.

Afin de construire cette culture de paix, mon pays considère comme une priorité nationale la question des réfugiés, en particulier sur la frontière nord. Dans le but d'encourager un développement économique et social intégral et l'instauration d'une zone de paix, conformément au Plan Ecuador, la politique de l'État concernant les réfugiés garantit la protection de ces

derniers et offre en même temps une solution durable aux centaines de milliers de frères colombiens qui ont besoin d'une protection internationale.

Il convient de mentionner en particulier les stratégies mises en œuvre par l'Équateur pour réaliser ces ambitieux objectifs humanitaires, qui permettent une intégration active des personnes ayant besoin d'une protection internationale dans la société équatorienne et font de l'Équateur le pays de l'hémisphère occidental qui compte le plus de réfugiés.

Enfin, et malgré l'énorme investissement en ressources humaines et économiques consacré aux réfugiés, qui dépasse les possibilités du pays, l'Équateur a renouvelé son engagement en faveur des réfugiés, engagement qui a été renforcé par la mise en œuvre de notre nouvelle politique en matière d'asile.

Les exemples que je viens de citer montrent tout ce que mon pays et son gouvernement ont mis en œuvre en vue de promouvoir et d'instaurer effectivement une culture de paix. L'Équateur est convaincu que la mise en place d'un nouvel ordre multipolaire, intégrant activement les blocs économiques et politiques régionaux, et le renforcement des relations horizontales sont les seuls moyens de construire un monde plus juste, démocratique, divers et solidaire.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au chef de la délégation du Bélarus.

M. Dapkiunas (Bélarus) (*parle en russe*) : Le Bélarus se félicite des résultats de la Conférence mondiale sur le dialogue, qui s'est tenue à Madrid en juillet 2008. Nous souscrivons aux principes de dialogue, de tolérance et de compréhension mutuelle énoncés dans la déclaration finale de la Conférence. Le Bélarus salue particulièrement l'idée, mise en avant dans cette déclaration, de la valeur de la diversité des cultures entre les peuples et les civilisations.

Lors du Sommet mondial de 2005, le Président du Bélarus a proposé de reconnaître également comme une valeur la diversité des moyens de réaliser progressivement le développement. L'objectif de cette initiative était de soutenir la diversité des systèmes politiques, sociaux et économiques dans le monde d'aujourd'hui. Une telle diversité recouvre des modes de vie différents, notamment pour ce qui est des aspects religieux et culturels et de l'héritage historique.

La diversité est indéniablement une valeur pour la civilisation mondiale. C'est précisément la diversité des modes de vie politiques, économiques et sociaux des populations qui constitue le préalable indispensable à un dialogue effectif, y compris le dialogue des cultures et des religions. Le soutien à des modalités diverses de développement progressif est également l'un des facteurs les plus importants pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Nous souscrivons à l'appel lancé dans la déclaration de Madrid à encourager le dialogue des religions. Pour le Bélarus, les principes de la tolérance interreligieuse et interethnique, du dialogue et de la coopération font partie intégrante de la vie en société.

Historiquement, la diversité religieuse et ethnique du Bélarus s'allie à une absence de conflits issus de l'intolérance religieuse ou ethnique. Les bonnes relations interreligieuses et interraciales au Bélarus sont encouragées par une politique active de l'État. Nous estimons que l'ONU doit promouvoir de façon large et décisive le développement du dialogue interethnique et interreligieux. Nous saluons l'organisation, à l'ONU, de forums annuels sur la promotion du dialogue entre cultures et religions, qui constituent des mécanismes effectifs pour échanger nos expériences.

Cependant, les propositions spécifiques qui ont été avancées lors de débats ces derniers temps n'ont pas encore été suffisamment reprises dans les décisions de l'Assemblée générale et d'autres organismes ou institutions spécialisées des Nations Unies. Il importe à notre avis d'appeler la communauté internationale à appuyer le renforcement de l'éducation en tant que moyen efficace de lutter contre l'intolérance religieuse et raciale, l'utilisation accrue des dernières technologies de l'information au service du dialogue interreligieux et interethnique, en particulier parmi les jeunes, la garantie de la rectitude politique de la morale et de la responsabilité déontologique des médias dans le contexte de la liberté d'expression et l'expansion des échanges universitaires entre pays. Le Bélarus propose que ces idées soient systématiquement reflétées dans les résolutions de l'Assemblée générale. Le Bélarus propose de tenir compte de ces idées dans les décisions de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Costa Rica.

M. Weisleder (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Le Costa Rica tient à remercier S. M. le Roi Abdullah Bin Abdelaziz Al Saoud du Royaume d'Arabie saoudite pour l'initiative qu'il a prise d'organiser cette réunion dans le contexte du dialogue entre les civilisations promu par l'Espagne et la Turquie.

Un pays comme le nôtre, qui célébrera le 1^{er} décembre le soixantième anniversaire de l'abolition constitutionnelle et institutionnelle de l'armée, ne peut que se féliciter de tous les efforts visant à instaurer et à promouvoir la paix. Il y a lieu de rappeler à cet égard que le pape Jean-Paul II, avec sa clarté intellectuelle et spirituelle, a dit lors de la trente et unième Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture que dans le monde d'aujourd'hui le développement est le nouveau nom de la paix.

À son tour, l'Organisation des Nations Unies, qui est l'organisation de peuples et d'États la plus démocratique et inclusive qui soit, fidèle à ses valeurs fondatrices, a déclaré par l'intermédiaire des chefs d'état et de gouvernement dans la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2) que les trois piliers de sa mission sont la paix, le développement et le respect des droits de l'homme.

Comme indiqué dans la Déclaration du Millénaire, ces piliers sont indissociables les uns des autres et se renforcent mutuellement. Il est particulièrement symbolique qu'en décembre, il y a aura 60 ans à la fois que l'armée a été abolie dans notre pays et que la Déclaration universelle des droits de l'homme a été adoptée. Si seulement nous pouvions faire en sorte que les droits de l'homme soient respectés effectivement et universellement, quels progrès aurions-nous faits vers une culture de paix!

Il y a deux façons essentielles de concevoir, d'enraciner et de diffuser une culture de paix. D'une part il faut vivre en paix – en paix avec son prochain, en paix avec soi-même, en respectant profondément l'essence même de tout être humain, dont la dignité est une qualité inhérente. D'autre part, il faut faire de l'accès à l'éducation un droit réel, effectif et universel.

L'éducation, tant à la maison qu'à l'école, doit transmettre le respect d'autrui, de sa religion, de sa culture, de son état physique et mental et de toute autre caractéristique humaine ou sociale. Les valeurs dont nous parlons ici et que nous promovons doivent être la pierre angulaire des matériels éducatifs utilisés par

nos enfants et nos jeunes. Nos gouvernements doivent veiller à ce qu'aucun livre, aucune bande magnétique ou aucun matériel didactique ne contienne de concept ou d'idées qui encouragent la discrimination, l'indifférence, la haine ou la violence à l'encontre d'un quelconque groupe humain.

Il est indubitable que nous traversons une période difficile. Tandis que des hommes et des femmes de bonne volonté dans toutes les régions du monde prêchent la paix et vivent en paix, les armes et les petites ou grandes ambitions ensanglantent les champs qui devraient être ensemencés et irrigués d'eau afin que la nature que Dieu nous a donnée produise les riches fruits de la terre qui nous alimentent tous. Tandis que des hommes et des femmes de bonne volonté aspirent à ce que la solidarité organise et protège l'humanité, la cupidité et l'égoïsme sont généralisés. Tandis que des personnes de bonne volonté œuvrent au rapprochement de ceux qui ont été séparés ou de ceux qui ont été mis à l'écart, l'ignorance ou la tradition mal comprise les maintient éloignés et soumis à la domination.

Cependant, face à cette situation, je me permets de rappeler un vieil adage qui dit que l'heure la plus sombre vient toujours avant l'aube. Que de vérité dans cette phrase! En cette époque de guerres, de catastrophes naturelles, d'événements économiques qui nous préoccupent tous, la vision prophétique et le rêve de Martin Luther King J^r semblent plus d'actualité que jamais. La force de son idéalisme et le pouvoir du changement font s'effondrer les préjugés et les obstacles mentaux qui, jusqu'il y a peu, semblaient insurmontables. Martin Luther J^r et ses idéaux ont atteint la terre promise. La culture du respect de la diversité qui sous-tend la paix a fait un grand pas en avant.

Depuis ma terre le Costa Rica, où à chaque fois que nous chantons notre hymne national, nous prononçons les paroles « Vivent le travail et la paix », nous faisons entendre notre voix dans cette salle pour proclamer avec le prophète Isaïe que les glaives se transforment en socs de charrue et que les hommes n'apprennent plus jamais l'art de la guerre.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Croatie.

M. Jurica (Croatie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier sincèrement le

Président de l'Assemblée générale pour avoir convoqué cette réunion de haut niveau, ainsi que S. M. le Roi Abdullah Bin Abdelaziz Al Saoud du Royaume d'Arabie saoudite pour son initiative. Nous avons eu la chance ces deux derniers jours d'entendre les chefs d'état et de gouvernement de différentes régions du monde et nous les avons entendu accorder beaucoup d'importance à la valeur du dialogue et de la compréhension mutuelle. Leur ferme engagement en faveur de la promotion de ces valeurs augure d'un avenir rempli d'espoir et de promesses.

Nous vivons aujourd'hui dans un monde aux liens étroits grâce aux télécommunications et à la mondialisation de l'économie. Nous n'avons pas besoin de vivre les uns près des autres pour savoir qu'il existe ailleurs dans le monde une culture, une religion ou un système de pensée différents. Quand des échanges ont lieu entre nos citoyens, des échanges ont aussi lieu entre nos économies et nos cultures. Au cours de ces échanges, la compréhension réciproque de la foi et de la culture d'autrui constitue la base de notre bien-être, de notre stabilité et de notre prospérité.

D'autre part, une religion n'a pas le droit de revendiquer sa supériorité sur les autres sous prétexte qu'elle détient la vérité. Si nous ne parvenons pas à comprendre et à apprécier nos différences respectives, la religion et la culture seront utilisées en fin de compte pour promouvoir et aggraver les conflits, au lieu de nous rapprocher les uns des autres. La liberté de professer une croyance de son choix ou d'en changer constitue un attribut fondamental de la conscience humaine et une condition préalable de notre coexistence pacifique et de notre unité en tant que famille humaine unique mais diverse.

Alors que nous célébrons le sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, il est indispensable de faire en sorte que chacun jouisse de la liberté de parole et d'expression et de la liberté de croyance et de conviction, qui comprend la liberté de religion. C'est cette liberté qui, sous sa forme ultime, est à la base du dialogue interculturel.

De par sa situation géographique, la Croatie est depuis des siècles au carrefour de diverses religions et cultures. Elle est le lieu où l'Europe centrale et orientale rejoint la Méditerranée et où le christianisme rencontre l'islam et le judaïsme, soit en somme le berceau de notre foi en un Dieu et un Créateur uniques.

La Croatie est un ardent partisan de l'initiative de l'Alliance des civilisations, qui a pour but de combattre l'extrémisme et de surmonter les incompréhensions culturelles entre les civilisations. La Croatie participe activement à ce processus et elle est sur le point d'élaborer son propre programme national sur cette question.

La Croatie se félicite de l'idée qui a sous-tendu la Conférence mondiale sur le dialogue, tenue cette année à Madrid en Espagne, qui a rassemblé des représentants des différentes religions dans l'espoir de promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance. Nous voudrions aussi appeler l'attention sur la réunion organisée récemment à Rome entre catholiques et musulmans, au cours de laquelle un certain nombre de thèmes tout à fait opportuns et pertinents ont été abordés. Ces réunions donnent d'excellents exemples de rapprochement des points de vue entre les cultures et les religions lorsqu'un dénominateur commun peut être trouvé.

Les communautés religieuses et leurs dirigeants ont entre les mains de vastes pouvoirs et de grandes responsabilités. Les croyants écoutent les paroles de ces dirigeants et recherchent leurs conseils, en particulier en période de changement et de difficultés. La responsabilité importante de promouvoir la compréhension mutuelle et la tolérance qui incombe aux dirigeants religieux confère à ces derniers une autorité morale sans pareille pour guider les gens sur la voie de l'acceptation des autres et du rejet des utilisations détournées de la religion qui exacerbent les conflits et les tensions.

Dans de nombreuses régions du monde, nous constatons que la coopération entre les religions et les cultures est une condition indispensable à la paix et à la sécurité internationales. Pays à la diversité culturelle très riche, nous comprenons qu'un avenir commun et pacifique pour tous ne peut être édifié que sur les bases de la tolérance, de la compréhension et de la réconciliation. Au lieu de mettre en exergue les dissemblances créées par des différences ou des incertitudes historiques ou culturelles, nous devrions tous nous efforcer d'accepter nos différences et de faire de ces dernières des passerelles pour rassembler les nations et les peuples et créer les conditions d'un règlement pacifique des conflits de longue date.

Bien que personne n'ait le pouvoir de changer le passé, nous pouvons tous nous engager à améliorer nos

perspectives d'avenir en misant sur les nouvelles générations. Nos enfants naissent sans préjugés dans le cœur; ces préjugés ne sont pas innés, ils les acquièrent. Si nous leur donnons une éducation fondée sur le principe de la compréhension mutuelle et de l'acceptation, ils auront alors, une fois adultes, de plus grandes chances de forger un monde sans discrimination et sans intolérance.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au chef de la délégation de Sri Lanka.

M. Palihakkara (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : La délégation sri-lankaise félicite le Président de l'Assemblée générale et S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saoud d'avoir pris l'initiative de convoquer la présente réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le thème de la culture de paix. La communauté internationale est confrontée à de multiples crises qui touchent tous les aspects du comportement humain et des relations entre les États, et qui accentuent les tensions, l'incertitude et même la crainte et l'angoisse. Il est de fait opportun de réfléchir à la nécessité de comprendre et d'affronter ces fléaux que sont l'extrémisme, le terrorisme, la haine et la xénophobie qui sont au cœur de ces problèmes.

Les initiatives en faveur du dialogue entre les civilisations, du dialogue entre les religions ou du dialogue entre les peuples et les communautés ne sont pas nouvelles et continuent de faire partie intégrante des efforts humains pour éliminer les conflits et l'intolérance. Il y a environ 10 ans, lorsque les théories sur l'imminence d'un choc des civilisations ont été avancées par certains, des initiatives empreintes de sagesse ont été prises en Asie pour promouvoir le dialogue entre les civilisations. Ce processus a considérablement progressé. Il est encourageant de voir qu'il continue d'évoluer grâce aux réunions de haut niveau qui ont été organisées dans des lieux importants pratiquement aux quatre coins de la planète, de Madrid à Phnom Penh et de Téhéran à Astana, pour culminer ici à l'Organisation des Nations Unies à New York.

Toutes ces initiatives sont opportunes dans un monde assailli par des paroles et des gestes d'intolérance. Le présent dialogue peut renforcer la compréhension mutuelle et nous permettre ainsi d'établir une vision concertée des défis communs qui frappent l'humanité et de l'action collective à

entreprendre pour y répondre, qui soit fondée sur des valeurs et principes éthiques.

L'instauration d'une culture de paix ne devrait pas être un exercice purement rhétorique ou une question de précepte. Il ne s'agit pas non plus d'un débat opposant les valeurs aux droits de l'homme ou vice-versa. De toute évidence, la notion de culture de paix est la valeur fondamentale qui sous-tend toutes les grandes religions du monde.

En outre, quelles que soient les crises passées ou présentes, nous vivons à une époque où les exemples de grandes figures, hommes et femmes, qui ont encouragé et pratiqué la non-violence, la tolérance et la résistance passive, et qui ont donné un sens à ces concepts, sans recourir au terrorisme et sans causer aucun tort à leur prochain, sont aujourd'hui plus que jamais d'actualité. Le mahatma Gandhi, Martin Luther King et cette légende vivante qu'est Nelson Mandela ne sont que quelques-unes des personnes qui demeurent aujourd'hui des symboles de paix et de réconciliation. Leur mission et leur vie se sont surtout inspirées de la force intérieure de l'être humain, prouvant au-delà de tout doute possible que l'intolérance et le terrorisme n'ont pas leur place dans une quelconque entreprise humaine visant à surmonter l'oppression, le déni ou la privation. Aujourd'hui encore, d'innombrables personnes dans le monde mettent ces principes en pratique, constituant un système de pratiques optimales pour la consolidation de la paix et le règlement des conflits. Au moment où nous consacrons du temps, des ressources et de l'énergie à des instances comme celle-ci, il est aussi opportun que nous prenions exemple sur leur vie pour réfléchir à cet important aspect qu'est la nécessité de faire progresser une culture de paix à tous les niveaux.

Nous vivons dans un monde de plus en plus fragile et polarisé. Le sous-développement, la pauvreté et de multiples problèmes sociaux et économiques, aggravés par la haine, le terrorisme et la diffamation des religions et des cultures ainsi que par des modes de consommation et d'exploitation non durables continuent d'accabler l'humanité. La dégradation de l'environnement, l'érosion des valeurs éthiques, la militarisation continue de la sécurité humaine, y compris, bien entendu, la menace que représentent les armes de destruction massive, et la criminalité organisée continuent à pousser le monde vers toujours plus d'instabilité et vers de nouvelles crises. Bien que l'ingéniosité humaine ait permis des progrès

époustouffants dans les domaines de la science et de la technologie, les bienfaits de cette créativité sont de plus en plus occultés par les risques de détournement et d'exploitation qui les accompagnent.

Par définition, une culture de paix comprend bien plus que la paix et la sécurité, que nous évoquons souvent. Elle englobe aussi toute la gamme des caractéristiques positives nécessaires pour remplacer la culture des armes et de la violence, de la détresse et de la répression qui a dominé l'histoire humaine, c'est-à-dire, entre autres, le respect de la vie, le rejet du terrorisme et de la violence, le partage avec autrui, l'écoute indispensable à la compréhension, la préservation de la planète, la redécouverte de la solidarité et la participation à la démocratie. Mais il y a encore d'autres éléments qui portent à la fois sur nos modes de vie et sur les relations que nous entretenons avec les autres êtres humains. La compassion, pas la haine, les informations de source sûre, pas l'adhésion aveugle – principes prônés par le bouddhisme – sont les fondements d'une culture de paix.

Une culture de paix suppose que l'on garantisse l'équité et l'égalité pour tous, ainsi que la justice et la dignité. Leur absence saperait tout effort pour édifier un ordre mondial propice à la stabilité et la prospérité. Une démarche globale en faveur du renforcement d'une culture de paix continue donc de reposer sur un engagement durable et sur la volonté de prendre des mesures concrètes dans de nombreux domaines, ce qui est essentiel pour assurer la survie de l'humanité.

En premier lieu, nous devons mettre l'accent sur la nécessité d'assurer une coexistence pacifique entre les peuples. Dans le même temps, l'acceptation de différents modes de vie et manières de penser, ainsi que de croyances, est de la même importance. Nous devons renforcer et élargir l'espace de dialogue. Il est regrettable que le dialogue soit souvent confondu avec une dispute et qu'en conséquence, l'importance excessive donnée à une culture de la dispute ait occulté l'importance d'une culture du dialogue. Cela concerne nombre d'efforts de maintien de la paix, internes ou entre les États. Nous devons inverser cette tendance.

Il est crucial d'affirmer qu'aucune religion, communauté ou ethnie ne doit être assimilée ou associée à la violence et au terrorisme pour maintenir la paix. De même, aucune entité préconisant ou perpétrant des actes terroristes ne peut ou ne devrait

avoir le droit de parler au nom d'une communauté, ou d'intérêts ethniques ou religieux.

Il est important de s'attaquer aux vulnérabilités, aggravées par le sous-développement, aux exclusions sociales et économiques, même si cela suppose qu'il faut défendre la valeur d'une discrimination positive. Nous devons impérativement prendre des mesures conscientes et résolues pour humaniser nos pensées et notre comportement. Nous voyons quotidiennement les médias et d'autres protagonistes décrire des événements ordinaires en employant une terminologie militaire. Il est regrettable que nous continuions de faire la dichotomie entre les combattants et non-combattants en ce qui concerne les civils, alors que l'on devrait faire une distinction entre les civils et les non-civils. L'introduction du terme « collatéral » dans le lexique des rapports humains est l'une des évolutions les plus négatives de ces dernières années. Il est temps que nous abandonnions ce mode de pensée, de concert avec les générations plus jeunes. Les groupes terroristes sont les seuls à tirer parti de ces processus de pensée militarisée.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, nous devrions nous inspirer des aspects positifs de nos différents systèmes de valeurs et de croyances pour instaurer une plus grande entente et un rapprochement accru. Les médias, à l'instar d'autres acteurs et protagonistes, doivent jouer un rôle de catalyseur à cet égard. Il est temps que nous renoncions à promouvoir les conflits et à glorifier le terrorisme et que nous nous employions de nouveau à renforcer activement les fondements du multiculturalisme et de la coexistence.

En tant que pays où les quatre plus grandes religions, le bouddhisme, l'hindouisme, le christianisme et l'islam, coexistent dans la paix et l'harmonie depuis des siècles, Sri Lanka partage une croyance essentielle en la valeur et l'importance d'un dialogue soutenu entre les civilisations et les cultures, ainsi qu'en la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix. Cet esprit et cette éthique de la coexistence et du respect mutuel ont été les fondements de notre civilisation qui remonte à 2 500 années; ils reposant sur les valeurs bouddhistes fondamentales de la compassion, de l'entente, d'une vie frugale et du respect de la nature. Le bouddhisme et les autres religions ont la possibilité de jouer un rôle crucial en tant que religions de paix dans une culture d'initiatives en faveur de la paix.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au chef de la délégation de la Bolivie.

M. Siles Alvarado (Bolivie) (*parle en espagnol*) : Nous sommes rassemblés ici aujourd'hui pour examiner le point 45 de l'ordre du jour intitulé « Culture de paix », afin d'envisager des manières de renforcer le dialogue entre nos différentes religions et de réaliser une alliance entre nos civilisations.

Nous traversons une période de crise et de bouleversement. Ce débat et la recherche d'une unité entre les peuples sont désormais de la plus haute importance en cette période de crise et de graves difficultés, alors que nous prenons conscience que notre planète est au bord d'un dénouement catastrophique, d'une crise d'une ampleur mondiale, d'un état d'urgence, lesquels peuvent se résumer de manières suivantes. Il y a tout d'abord les changements climatiques, responsables de perturbations et de catastrophes naturelles de plus en plus graves et de plus en plus fréquentes. Au-delà de certains seuils critiques, des changements soudains pourraient avoir des conséquences désastreuses, notamment pour les peuples et les nations les moins avancés.

Deuxièmement, les ressources naturelles de notre planète sont épuisées, minées par l'exploitation à outrance pratiquée par les pays industrialisés, qui consomment chaque année 30 % de plus que les ressources naturelles renouvelables.

Troisièmement, nous faisons face à une crise de l'eau. L'urbanisation, l'industrialisation et l'utilisation accrue d'énergie ont augmenté la consommation hydrique et accéléré l'épuisement des nappes phréatiques, réduisant ainsi les sources de ce liquide vital dans plusieurs parties du monde.

Quatrièmement, les crises actuelles concernant la production alimentaire résultent des changements climatiques, de la spéculation et de la transformation croissante des produits agricoles en matières premières destinés aux agrocombustibles, qui ont provoqué une flambée des prix et une diminution progressive des réserves mondiales.

Cinquièmement, une crise énergétique est apparue lorsque la période de l'énergie bon marché a pris fin, notamment du pétrole et du gaz, mais aucune énergie de substitution n'a été trouvée pour la remplacer aux mêmes niveaux de consommation. On

n'a pas trouvé non plus de modèles énergétiques permettant de réduire la consommation. Le pillage des ressources naturelles se poursuit.

Sixièmement, la crise financière actuelle s'est propagée dans le reste du monde en 2008, elle a aggravé les asymétries entre les pays et placé les peuples face à la responsabilité de sauver le système, ce qui risque de se traduire par une érosion de leurs droits et une augmentation du chômage.

Septièmement, nous faisons face à la crise du temps : le rythme de la production industrielle entre en conflit avec le rythme de la vie, ce qui crée une collision gigantesque entre le temps cyclique de la nature et le temps linéaire de l'histoire, qui est celui de nos horloges.

Cette crise à multiples facettes est une manifestation de crise du système capitaliste et son aggravation est en train de devenir un facteur de déstabilisation des relations internationales.

Si les pays du monde ne se mettent pas d'accord sur les mesures importantes qu'il convient de prendre conjointement pour régler cette crise, la conjonction des effets des changements climatiques et de l'épuisement des ressources naturelles accroîtra le risque de voir de nombreux politiciens privilégier l'option militaire. Si tous les pays du monde ne parviennent pas à un accord sur les mesures nécessaires à mettre en œuvre pour résoudre la crise, la combinaison des conséquences des changements climatiques mondiaux et de la réduction des ressources naturelles accroîtra le risque que nombre de politiciens choisiront l'option militaire afin de protéger plus longtemps leur niveau de vie privilégié et de continuer à contrôler l'accès aux gisements de pétrole et aux voies stratégiques pour le transport d'hydrocarbures, mais aussi l'accès à l'eau potable, aux minerais essentiels, aux forêts et aux terres produisant des aliments et des biocarburants, entre autres ressources naturelles.

Cette crise mondiale du système découle d'une résurgence du racisme auquel ont recours les puissants et les élites pour maintenir leurs privilèges et pour voir dans les autres, les différents, les « colonisés », la menace contre le maintien du niveau de vie auquel ils sont accoutumés. C'est pourquoi, dans nombre de pays et de régions, le racisme est passé des paroles aux actes; il se manifeste par des actions violentes contre les cultures autochtones, les migrants et les peuples du

Sud, il s'exprime également de manière subtile par le biais de normes et de mécanismes de contrôle mis en place par certains États.

Face à cette perspective préoccupante d'une crise mondiale croissante, fleurit la culture de vie et de paix qu'incarnent les peuples autochtones – ce qu'ils ont démontré tout au long de l'histoire – une culture qui aujourd'hui offre une autre option face à un système incontesté. Nos communautés encouragent un autre mode de vie plus équilibré, l'édification d'une autre Abya Yala, ce qu'on appelle aujourd'hui l'Amérique, d'un autre monde.

Nous, les peuples autochtones, voulons vivre non seulement en complémentarité avec l'être humain, mais aussi en harmonie avec la Terre, notre mère. Les nations autochtones du monde sont le réservoir de savoirs ancestraux et de connaissances scientifiques qui défendent la vie. Ils sont une réserve morale et un facteur décisif de sauvegarde du monde. Nous, les êtres humains, devons reconnaître que nous faisons partie de la Nature mère, que nous devons rétablir des relations complémentaires entre elle et nous.

Dans ce contexte, chaque chose et chaque personne sont importantes dans notre culture. Nous gardons tous un espace, nous avons tous une valeur et nous maintenons un équilibre entre nous. C'est-à-dire que nous avons tous besoin les uns des autres. Nous faisons tous partie de la culture de vie; nous faisons tous partie d'une communauté fondée sur l'acte de donner et de recevoir, sur la complémentarité, sur le bien commun, sur l'entraide organisée, sur la vie communautaire qui développe les capacités sans détruire l'être humain et la nature. Nous faisons partie de la *tama* (la grande famille) qui a toujours été présente dans l'unité, la complémentarité, le cœur et les actes des peuples autochtones.

Pour enrichir ce débat international, notre frère le Président, Evo Morales, avance 10 propositions, 10 commandements, pour sauver la planète, l'humanité et la vie. Parmi les propositions les plus importantes, il y a l'obligation d'en finir avec le système capitaliste; si nous voulons sauver la planète Terre pour préserver la vie et l'humanité, nous devons en terminer avec l'essence du capitalisme qui consiste à rechercher le lucre aux dépens de la vie. Les graves répercussions des changements climatiques et des crises énergétique, alimentaire et financière ne sont pas dues aux êtres humains en général, comme on le dit souvent, mais au

système capitaliste en vigueur, à ses matrices de production et de consommation, à sa logique d'exploitation et de pillage qui a déshumanisé la civilisation avec son développement industriel illimité qui est en contradiction permanente avec la vie.

Une autre tâche inévitable consiste à renoncer à la guerre, car les peuples ne gagnent rien aux guerres, qui ne profitent qu'aux empires; et les nations non plus ne gagnent rien aux guerres, qui profitent aux multinationales. Les guerres profitent à un petit nombre de puissants, et non pas aux peuples; elles détruisent la vie et dilapident les ressources naturelles. Rien, ni personne, n'est à l'abri de la guerre. Ceux qui se battent en souffrent, de même que ceux qui n'ont plus rien à manger pour alimenter la guerre. Et surtout, les principales victimes sont la condition humaine et les droits que nous, les nations, avons peu à peu mis sur pied.

Il faut absolument bâtir un monde débarrassé de l'impérialisme et du colonialisme, un monde où les relations doivent être axées sur la complémentarité et le respect des souverainetés et des identités diverses, et il faut tenir compte des asymétries profondes qui existent de famille à famille, de pays à pays et de continent à continent.

Partout dans le monde des blocs d'intégration régionale se mettent en place. Ce sont des processus qui démontrent clairement que nous voulons encourager la coexistence entre nos peuples, nos économies et nos civilisations pour en terminer avec ce monde unipolaire et bâtir un monde équilibré et multipolaire.

Une autre proposition consiste à rechercher le moyen de mettre fin au gaspillage de l'énergie. En 100 ans, nous avons utilisé une énergie fossile qui a mis des millions d'années à se créer. Certains gouvernements réservent des terres pour produire de l'énergie pour les machines et les voitures, et non pas pour les êtres humains; c'est pourquoi nous devons mettre en œuvre des politiques en vue de mettre un frein à l'utilisation de biocarburants et éviter ainsi à nos peuples la faim et la misère.

Il faut prendre pleinement conscience de la nécessité de respecter la Terre mère. Le système capitaliste la traite comme une matière première, comme une ressource qui s'inscrit dans une logique de pillage, mais la Terre est notre foyer et elle ne peut pas être transformée en une marchandise.

En cette époque de chaos climatique et d'amenuisement des ressources sur notre planète aux dimensions fixes, nous devons rejeter le consumérisme, le gaspillage et le luxe, consommer ce qui est nécessaire, établir des priorités tant au niveau de ce que nous produisons et consommons localement que pour ce qui est des échanges entre nos régions, stimulant ainsi l'autosuffisance et la souveraineté des communautés dans les limites autorisées par la santé et les ressources de la planète. Nous ne devons pas prendre de la Terre plus que ce qu'elle peut nous donner pour nous abriter.

Les nations industrialisées doivent réorienter radicalement leurs économies et revoir les niveaux de production, de consommation et d'utilisation de l'énergie. Elles doivent renoncer à la perspective d'une croissance économique illimitée, qui est utopique et suicidaire. Elles doivent réduire l'industrialisation et le commerce à longue distance et promouvoir une production et une agriculture proches des populations afin de réduire les asymétries entre les nations.

Les grands problèmes auxquels l'humanité et la planète font face aujourd'hui tiennent aux grands déséquilibres qui se sont créés entre les nations et les régions. Il ne sera pas possible de faire face aux diverses crises que nous avons mentionnées si les asymétries profondes entre les pays continuent d'exister. Il ne s'agit pas d'aider les pays en développement à atteindre le même niveau de développement que les pays développés. Il est impossible d'étendre le mode de vie du Nord à l'ensemble de la planète car la Terre mère ne peut pas supporter ce niveau de pillage des ressources naturelles. Si toute l'humanité vivait au même niveau que les pays développés, il nous faudrait trois ou quatre planètes de plus. Ce type de développement est insoutenable.

C'est pourquoi la Bolivie parle de vivre bien, et non pas de vivre mieux aux dépens d'autrui et de la nature, un vivre bien fondé sur l'expérience de nos peuples, les richesses de nos communautés, les terres fertiles, l'eau et de l'air propres, une vie simple qui réduise notre dépendance de la consommation et maintienne une production équilibrée.

Mieux vivre est un concept qui laisse supposer que certains peuples peuvent mieux vivre que d'autres. Mais, vivre mieux que d'autres peuples et voir que d'autres peuples vivent moins bien, ce n'est pas mieux

vivre. Exploiter et soumettre son prochain ou porter atteinte à la nature, cela nous permet probablement de vivre mieux, mais cela ne nous permet pas de vivre bien. Pour nous, bien vivre, c'est vivre en communauté, nous compléter et non pas être en concurrence, partager et non pas profiter du voisin, vivre en harmonie parmi d'autres personnes et avec la nature, ainsi qu'être conscient de l'interdépendance des nations et des régions et de l'interdépendance des êtres humains avec la nature.

En éveillant nos peuples et nos cultures aux valeurs éthiques et morales, nous devons créer une fraternité entre les nations pour faire de ce nouveau millénaire le millénaire de la vie et non de la mort et de la guerre, le millénaire de l'équilibre et de la complémentarité. Nous, nations du monde, devons décider de nos destins et les orienter ensemble, forger tous, hommes et femmes, la culture de la patience, la culture du dialogue mais surtout la culture de la vie et de la paix. Ensemble, nous devons parvenir au respect et à la complémentarité pacifique et harmonieuse entre nos nations et nos communautés.

Enfin, nous sommes fermement convaincus que nous ne pourrions pas résoudre ou gérer de façon satisfaisante toutes les crises qui nous frappent sans engager à l'ONU une discussion et une réflexion approfondies sur les nouveaux paradigmes qui doivent nous guider en ce XXI^e siècle.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant à la représentante de la République-Unie de Tanzanie.

M^{me} Kafanabo (République-Unie de Tanzanie) (*parle en anglais*) : La délégation tanzanienne est heureuse de participer à cet important débat sur la promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix, au titre du point de l'ordre du jour relatif à la culture de paix. Cette réunion de haut niveau a lieu à un moment opportun alors que le rejet de l'intolérance et un désir profond de vivre en paix et en sécurité deviennent une caractéristique de plus en plus frappante de la société aujourd'hui.

Nous félicitons le Président de l'Assemblée générale ainsi que le Royaume d'Arabie saoudite de l'organisation réussie de cette réunion de haut niveau. Nous pensons que ses résultats contribueront à une meilleure compréhension et à un dialogue approfondi entre les cultures, les religions et les confessions. Nous

avons donc tous l'obligation de maintenir la dynamique qui naîtra de cette réunion.

Nous tenons pour l'heure à rendre hommage à l'UNESCO et à d'autres organismes des Nations Unies, à l'Alliance des civilisations et au Forum tripartite consacré à la coopération œcuménique pour la paix de leur travail entrepris dans le but de promouvoir une culture de paix.

L'importance de l'harmonie interculturelle et interreligieuse ne saurait être suffisamment mise en relief en République-Unie de Tanzanie, un pays ayant une population très diverse. Nous avons plus de 100 tribus de souche et plusieurs religions qui coexistent en harmonie et qui sont libres d'exprimer leur diversité culturelle et religieuse. En Tanzanie, nous avons réussi à avoir quatre transitions pacifiques à la présidence. L'union entre la Tanzanie continentale et l'île de Zanzibar il y a 44 ans a résisté à l'épreuve du temps et est un bon exemple d'unité de pays souverains.

Le Gouvernement tanzanien est fermement convaincu de la nécessité d'encourager une culture de paix pour le développement durable et la prospérité de tous les peuples. La culture de paix et l'unité dont nous jouissons en Tanzanie ne sont pas venues d'elles-mêmes, elles ont été développées et nourries. Nous avons toujours inculqué à nos enfants et à notre population les valeurs de la tolérance et du dialogue. Nous avons également continué de les enjoindre de s'abstenir d'utiliser la force et la violence et, plutôt, de recourir à la raison et de se respecter l'un l'autre, car nous connaissons les coûts dévastateurs des conflits.

La liberté de croyance, de culte et de pratique religieuse est consacrée par notre Constitution. Cependant, nous allons au-delà de l'expression et de la protection de la liberté de croyance et de culte et encourageons le dialogue entre les différentes religions et confessions pour aider à développer la compréhension entre les confessions et les religions et réduire l'ignorance. La compréhension mutuelle encourage le respect mutuel tandis que l'ignorance sème l'intolérance et le sectarisme religieux et peut être utilisée par quelques personnes désabusées pour semer les graines de l'incompréhension et de la discorde dans la société.

La responsabilité d'inculquer une culture de paix n'incombe pas seulement au Gouvernement. Des efforts concertés doivent être faits par toutes les parties prenantes, comme les parlements et la société civile, y

compris les organisations religieuses et confessionnelles.

Le Processus d'Helsinki sur la mondialisation et la démocratie, coprésidé par la Finlande et la Tanzanie, et son rapport final présenté au Secrétaire général en septembre 2008 par les Présidents de la Tanzanie et de la Finlande soulignaient que la mondialisation avait amené des changements non seulement dans la politique mondiale, mais également au niveau de la diversité des peuples et des cultures dans nombre de nos pays. À cet égard, la participation des différentes parties prenantes ainsi que la collaboration et la coopération internationales sont également essentielles pour réaliser les objectifs de la Décennie pour la culture de la paix.

Nous trouvons encourageant que l'un des buts principaux de la culture de paix est que la Charte des Nations Unies soit respectée et qu'elle renforce la mise en place d'une culture où la paix triomphe. La Tanzanie, en tant qu'un des champions de la paix sur le continent africain et au-delà, continuera d'appuyer la Décennie pour la culture de la paix, l'Alliance des civilisations et le Forum tripartite consacré à la coopération œcuménique pour la paix. Nous devons veiller à ce que l'ONU continue de jouer un rôle moteur dans ces initiatives.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Népal.

M. Acharya (Népal) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord dire que nous nous félicitons de la convocation de la présente réunion de haut niveau qui tombe à point nommé sur la culture de la paix. Nous félicitons S. M. le Roi Abdullah d'Arabie saoudite d'avoir organisé cette réunion. La présence ici de tant de dirigeants du monde atteste de notre attachement collectif à une culture de paix durable dans le monde dans le but de parvenir à l'harmonie et l'entente entre différentes religions, cultures et civilisations.

La paix est la vocation première et le premier idéal de l'ONU. C'est l'un des objectifs les plus importants de notre Organisation. L'ONU fait sienne les valeurs et les objectifs universellement partagés de la culture de la paix. Dans ce contexte, il est très important que nous examinions la question de la culture de la paix, du dialogue et de l'alliance des civilisations et des religions dans le but de promouvoir l'harmonie, la tolérance et la fraternité parmi les différentes cultures, religions et civilisations du monde.

Le Népal se félicite des diverses initiatives sur la question de la culture de la paix, de l'alliance et du dialogue entre les civilisations et l'harmonie entre les religions et les cultures du monde, notamment la décision d'inscrire la culture de la paix à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Le système des Nations Unies peut faire beaucoup pour promouvoir le dialogue interconfessionnel et les échanges entre les civilisations en amenant les gouvernements, les institutions religieuses, les dirigeants de la société civile et les médias à agir ensemble dans l'intérêt de la culture de la paix.

Les messages de paix et d'harmonie sont approuvés par chaque culture, civilisation et croyance. Le Népal est le berceau et le lieu de rassemblement de diverses religions, cultures et civilisations, avec l'hindouisme, le bouddhisme et d'autres religions originaires de notre pays qui sont pratiqués par divers groupes ethniques et peuples autochtones. Le Népal est un exemple parfait de tolérance et d'harmonie entre des peuples ayant des religions et des cultures différentes. Bien que nous ayons eu notre part de conflits et de violence, sur lesquels nous allons bientôt tourner la page grâce à un processus national de paix, il est de fait que les différences religieuses et culturelles ne sont pas une source de conflit dans notre pays.

Aujourd'hui, le Népal a fait des progrès remarquables en faveur de la paix, de la démocratie et du développement au moyen de son propre processus de paix créatif. Le règlement pacifique du conflit vieux d'une dizaine d'années au Népal souligne l'importance de la culture de la paix. Le peuple népalais est arrivé à la conclusion que tous les désaccords seront désormais réglés grâce au dialogue, au compromis et au verdict que rendra le peuple par voie démocratique.

Le Népal est le pays de naissance du Bouddha, l'apôtre de la paix et la lumière de l'Asie. Parmi les enseignements du Bouddha, on retrouve les idéaux de paix, de compassion, de non-violence et de tolérance, qui constituent les principes directeurs de l'ONU. Dans ce contexte, j'aimerais exprimer ma sincère gratitude au Secrétaire général pour son hommage à Lumbini, le lieu de naissance sacré du Bouddha, durant sa récente visite au Népal. J'en profite également pour affirmer que nous sommes déterminés à développer Lumbini pour en faire une ville de paix mondiale. L'ONU, qui a grandement contribué à l'élaboration du plan directeur de développement de Lumbini, pourrait jouer un rôle important dans la transformation de cette ville en

fontaine de paix mondiale. Cela contribuera grandement à la culture de la paix dans le monde.

La paix ne peut pas se développer dans le vide, et particulièrement si des peuples sont obligés de vivre dans une pauvreté abjecte en dépit de tant de prospérité dans le monde. La communauté internationale doit donc investir davantage dans le développement social et le développement économique durable pour que la population mondiale toujours croissante n'ait pas à recourir à une concurrence féroce pour l'accès à des ressources toujours plus rares.

Je voudrais, pour terminer, dire que le respect des droits de l'homme et de la diversité des cultures, des religions et des civilisations et la promotion du développement durable doivent être au centre des actions de l'ONU afin de promouvoir une culture de paix dans le monde.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au chef de la délégation de l'Argentine.

M. Argüello (Argentine) (*parle en espagnol*) : Ma délégation remercie le Royaume d'Arabie saoudite d'avoir organisé cette réunion de haut niveau, et le Président de l'Assemblée générale d'avoir accepté d'organiser la séance d'aujourd'hui.

L'Argentine est convaincue que l'ONU a un rôle important à jouer pour unir les peuples de cultures et de religions différentes. Nous nous félicitons donc de la tenue de la Conférence mondiale de Madrid sur le dialogue, ainsi que de la Déclaration qui en a découlé, que nous considérons comme une contribution importante à ce noble objectif.

Nous aimerions également remercier le Secrétaire général pour ses efforts en faveur d'une culture de paix et d'un dialogue véritable entre les peuples, les cultures et les religions, ainsi que pour l'application de la résolution 62/90, dans laquelle l'Assemblée générale a affirmé que la compréhension mutuelle et le dialogue entre les religions constituent des volets importants du dialogue entre les civilisations et de la culture de paix.

Bien qu'elle ait employé des approches et des mandats nettement différents, l'ONU a, par le biais de ses divers organismes, mené à bien de nombreuses actions pour promouvoir et appliquer le Programme d'action en faveur d'une culture de paix, adopté par l'Assemblée générale en septembre 1999. Il convient de souligner les travaux menés par l'UNESCO,

certaines étant à caractère culturel et d'autres davantage focalisés sur l'aspect religieux du dialogue international. Entre autres initiatives, je souhaiterais évoquer plus particulièrement l'Alliance des civilisations, que la République d'Argentine appuie largement depuis son lancement en 2004 à l'initiative du Gouvernement du Royaume d'Espagne, et appuyé par la Turquie.

Conformément au rapport du Groupe de haut niveau pour l'Alliance des civilisations et à son plan d'action, je me permets de rappeler que l'Argentine a encouragé la diffusion et le renforcement de l'Alliance des civilisations en Amérique latine et dans les Caraïbes. À cet égard, l'Argentine a organisé un séminaire régional sur « La femme et l'Alliance des civilisations : perspectives et défis » qui s'est tenu à Buenos Aires les 28 et 29 avril 2008 et auquel ont participé des experts gouvernementaux et des représentants de la société civile de tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

L'Alliance des civilisations est un effort engagé qui ne pouvait ignorer les questions sur la parité entre les sexes ou la condition de la femme dans un monde où les femmes souffrent encore des inégalités et de multiples formes de discrimination scandaleuses. À plusieurs reprises, nous avons rappelé que le rapport du Groupe de haut niveau, nommé par le Secrétaire général, attirait lui-même l'attention sur des faits flagrants, comme par exemple le fait que 70 % des enfants non scolarisés sont des filles et que non pas moins des deux tiers des analphabètes dans le monde sont des femmes ou des enfants. De ce fait, la discrimination, la différenciation et la marginalisation à l'égard des femmes sont des faits incontestables qui ont des conséquences directes sur la manière dont nous percevons autrui et sur la possibilité d'un dialogue sincère et constructif entre les sociétés et les cultures.

Les interventions, conclusions et recommandations du séminaire de Buenos Aires sont compilées dans un livre intitulé *La femme et l'Alliance des civilisations : Perspectives et défis*, présenté et distribué à l'occasion de la dernière réunion ministérielle du Groupe des amis de l'Alliance des civilisations. Le livre a ensuite été envoyé à toutes les délégations des États Membres de l'Organisation.

Il était particulièrement intéressant de constater les analogies potentielles entre des actes d'intolérance au Moyen-Orient et certaines situations en Amérique

centrale, découlant des phénomènes de la colonisation et, par la suite, de l'immigration, qui ont marqué l'histoire de notre continent. Cette expérience constitue un aspect particulier et intéressant d'une région telle que l'Amérique latine et les Caraïbes, où ont convergé, au fil de l'histoire, d'importants flux migratoires qui ont emporté vers leurs lieux de destination leurs espoirs et leurs rêves. Mais inévitablement, ils y ont aussi emporté les préjugés qui existaient dans leur pays d'origine. Nous avons débattu de ces questions lors du séminaire régional de Buenos Aires. Nous espérons que le travail initié à cette occasion se poursuivra dans les années à venir.

Pour terminer, l'Argentine continuera de jouer un rôle actif dans la promotion et la diffusion du dialogue et de la compréhension entre les sociétés et les cultures, et particulièrement avec les nobles objectifs de l'Alliance des civilisations, dans les divers forums régionaux et internationaux auxquels elle participe.

Enfin, nous croyons que tous les États qui partagent ces idéaux ont un travail considérable qui les attend et un programme bien précis à réaliser. Je puis assurer l'Assemblée que l'Argentine n'épargnera aucun effort, et qu'elle continuera de participer activement à l'exécution de cette noble tâche.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au chef de la délégation du Cameroun.

M. Tommo Monthe (Cameroun) : En prenant note avec appréciation du rapport du Secrétaire général publié sous la cote A/63/262, ainsi que de sa note publiée sous la cote A/63/127, nous nous félicitons de la tenue du présent débat de haut niveau consacré au dialogue interreligieux et interculturel, en vue de l'avènement d'une culture de paix. Le débat de haut niveau de cette année s'inscrit du reste dans une tradition en voie d'enracinement depuis quelques années aux Nations Unies.

Comme l'Assemblée le sait, le Cameroun s'est toujours associé à cette tradition. Et pour s'en tenir au plus récent, mon pays était déjà coauteur de la résolution 61/221 adoptée en 2006 et par laquelle l'Assemblée générale avait décidé de tenir en 2007 un dialogue de haut niveau sur la coopération entre les religions et les cultures. Mon pays s'était également porté coauteur de la résolution 62/90 adoptée en 2007 par l'Assemblée générale affirmant que la compréhension mutuelle et le dialogue entre les

religions constituent des volets importants du dialogue entre les civilisations et de la culture de la paix.

Comme par le passé, le présent débat de haut niveau conserve toute sa pertinence. C'est pourquoi, cette année encore, nous nous sommes portés coauteur des deux projets de résolution présentés au titre du point 45 de l'ordre du jour (A/63/L.23 et A/63/L.24/Rev.1).

Le débat d'aujourd'hui reste d'actualité parce que notre monde continue en effet de payer un lourd tribut à l'incompréhension et à l'absence de dialogue. Des déséquilibres économiques, et surtout l'intolérance et le refus de l'autre continuent d'infliger d'indicibles souffrances aux peuples du monde. L'intolérance et le refus de l'autre sont en effet à l'origine, entre autres, du terrorisme qui n'épargne aucun continent. Et l'intolérance aussi, c'est le refus de l'autre, et ceci est également à la source de tous les fanatismes destructeurs que nous connaissons de par le monde. Et c'est pourquoi une réflexion soutenue et une action décisive restent nécessaires à cet égard.

Il faut dire qu'en elle-même, l'idée d'un dialogue des cultures et des religions n'est pas tout à fait nouvelle. Il faut cependant admettre que l'idée a repris du souffle au lendemain du 11 septembre 2001. Frappé de stupeur, le monde s'est en effet à nouveau retrouvé face à la question de son existence et de son avenir. Des analystes de tous bords, pris dans le piège de l'urgence ont cru trouver toutes les réponses dans « le choc des civilisations ». Avec l'attrait et la force que confère la simplicité, la thèse soutenue était que l'humanité avait, depuis, franchi les portes d'une ère de conflit d'une nouvelle nature. C'est comme si des civilisations, des cultures, des religions différentes ne pouvaient s'accorder sur des principes communs. Et par nature, elles étaient vouées à la lutte pour la domination.

Le Cameroun a mobilisé toute son énergie pour promouvoir la culture de paix aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. Sur le plan interne, notre devise « Paix, travail, patrie », commence par le mot « paix », ce qui dénote l'importance que nous mettons dans cette valeur essentielle.

Mon pays, véritable mosaïque de peuples, de cultures et de religions, veille au respect de la liberté de croyance et de culte pour tous, à la représentation et à la vie harmonieuse entre les composantes de notre population au sein des institutions, à la promotion du

bilinguisme, ainsi que des langues et des cultures camerounaises.

Par deux fois, en 1985 puis en 1995, le pape Jean-Paul II s'est rendu au Cameroun. Au cours de ses visites, l'ensemble des confessions religieuses se sont retrouvées pour exalter les vertus de la paix, de l'œcuménisme, de l'entente et de la fraternité entre les hommes. C'est dans le même esprit que le Gouvernement et le peuple camerounais s'apprentent à accueillir le Pape Benoît XVI, au mois de mars prochain, pour sa première visite en Afrique.

Sur le plan extérieur, l'attachement de mon pays à la culture de paix s'illustre de manière éclatante par une politique d'amitié, de solidarité et de bon voisinage avec les pays de la sous-région d'Afrique centrale, du continent africain et du reste du monde.

Et en ce qui concerne le règlement pacifique des différends, comme le montre l'affaire de Bakassi qui a connu un dénouement heureux entre le Cameroun et la République sœur du Nigéria, le Cameroun est convaincu qu'il n'existe aucune crise opposant deux États, et a fortiori aucune crise interne, qui ne puisse trouver de solution pacifique par la vertu du dialogue. Et à ce sujet, le Président Paul Biya a affirmé dans un message à la nation :

« L'option que nous avons choisie à propos de l'affaire Bakassi – c'est-à-dire de recourir aux moyens de droit plutôt qu'à l'usage de la force – s'est trouvée pleinement justifiée, car nous sommes un peuple profondément épris de paix, cette paix que nous nous efforçons de préserver et sans laquelle le progrès et le développement auxquels aspirent légitimement nos peuples resteraient hors d'atteinte. »

Cet attachement de mon pays à la culture de paix se traduit aussi par notre disponibilité à contribuer aux opérations de maintien de la paix initiées ou parrainées par l'ONU ou l'Union africaine. Cette contribution revêt également l'aspect de la formation, volet pour lequel mon pays a créé avec l'appui des donateurs, une école de formation au maintien de la paix et de la sécurité.

Comme toutes les nations éprises de paix, nous pensons que les peuples du monde ont besoin d'une vision qui magnifie les valeurs de paix, de tolérance et de dialogue. Cette vision devrait se réaliser dans divers domaines.

En matière d'éducation, il s'agit de promouvoir la connaissance et le respect de l'autre dans sa différence. À cet égard, mon pays se félicite des activités intersectorielles lancées par l'UNESCO, et notamment de la plateforme qui s'intitule « Contribution au dialogue entre les civilisations et les cultures et à une culture de la paix », qui vise à encourager la mise au point de moyens éducatifs et pédagogiques ayant pour but de promouvoir, en particulier parmi les jeunes, la connaissance et le respect de la diversité des croyances. Nous notons avec satisfaction la collaboration entre l'Alliance des civilisations et l'UNESCO, notamment la signature à Madrid en janvier 2008, d'un mémorandum d'accord prévoyant des activités conjointes qui favorisent le dialogue et la compréhension mutuelle.

Le Président assume la présidence.

En matière d'information et de communication, il faut utiliser les médias et les nouvelles technologies pour véhiculer les valeurs de tolérance et, de ce point de vue, mon pays se félicite du lancement en février 2008, par l'Alliance des civilisations, d'un mécanisme d'intervention rapide des médias pour soutenir l'action des professionnels des médias.

Dans une organisation comme l'ONU, la culture permanente de la paix se doit d'être un des éléments les plus déterminants des intérêts communs supérieurs de l'humanité. C'est pourquoi nous devons, au centre de cette culture, entretenir en continu les vertus du dialogue, de la tolérance, de la solidarité, de la coopération, du respect et de l'estime mutuels, de la compréhension, de l'entente, de l'amour de soi et d'autrui.

Là où la paix est absente, nous devons solidairement la semer, la cultiver, la maintenir. Là où la paix est présente, nous devons ensemble la conforter, l'arroser, la chérir, la partager surtout, pour une jouissance mutuellement bénéfique, car si nous la laissons s'en aller, c'est comme si nous décidions de nous séparer de l'air que nous respirons.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au chef de la délégation de l'Ouganda.

M. Butagira (Ouganda) (*parle en anglais*) : C'est un grand plaisir pour moi que d'intervenir à cette importante réunion de haut niveau. Je souhaite remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir

convoqué la présente réunion. Je remercie très sincèrement le Serviteur des deux saintes mosquées, S.M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saoud d'Arabie saoudite, pour avoir appelé à la tenue de la présente réunion et pour son dévouement et sa contribution à la recherche du dialogue et de la compréhension entre les confessions.

Lorsque je contemple l'œuvre de Dieu, je m'émerveille de la magnifique architecture qu'il a créée. Montagnes majestueuses, vallées, collines ondoyantes, plaines, scintillement du sable ou foisonnement des forêts tropicales : où que l'œil se pose, il ne rencontre que beauté. Je tourne alors mes pensées vers les créatures vivantes. Je vois des personnes grandes et petites, différentes par la silhouette, la couleur de la peau ou le teint. Je vois toutes sortes d'animaux ou d'espèces d'oiseaux avec leurs coloris si divers et harmonieux. Là encore, je m'émerveille de la magnifique architecture créée par Dieu. Et enfin, je pense à la diversité des cultures, des confessions et des croyances et valeurs religieuses. La diversité, en un mot, est belle, comme Dieu l'a voulu.

Qui sommes-nous, alors, pour troubler la merveilleuse alchimie que Dieu a mise en place? Les extrémistes qui déforment la religion pour servir leurs desseins et qui tuent au nom de la religion pensent qu'ils iront au paradis : ils seront déçus, car ils vont se retrouver en enfer. Ces individus se sont rebellés contre la création divine. Nous devons nous efforcer de vivre en paix les uns avec les autres et de respecter les différentes cultures et confessions, car aucune foi n'est supérieure à une autre.

J'ai été ravi d'entendre ce que S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saoud a déclaré hier, à la 46^e séance :

« les religions créées par Dieu Tout-Puissant pour apporter le bonheur aux êtres humains ne doivent pas être transformées en causes de malheur ».

La présente réunion est importante car elle offre à toutes les confessions de la communauté mondiale tout entière l'occasion d'interagir en vue de renforcer notre coexistence collective et pacifique et nos liens d'amitié. Elle l'est également en raison des préparatifs en cours au sein du système des Nations Unies en vue de l'Année internationale du rapprochement des cultures, en 2010. Nous avons assisté récemment à plusieurs initiatives louables au niveau international pour promouvoir le dialogue interconfessionnel. Cette

réunion est unique en son genre, car elle nous donne à tous l'occasion sans précédent de dialoguer, dans le cadre de l'ONU, en tant que personnes de différentes confessions et cultures mais avec un but et une destinée communs. Il est impératif que nous utilisions ce cadre pour entamer un dialogue très sérieux, et c'est pourquoi l'Ouganda appuie pleinement cette initiative. Cependant, il est nécessaire que tous nos efforts soient coordonnés, afin d'éviter le plus possible le chevauchement des initiatives.

En Ouganda, nous considérons le dialogue interconfessionnel comme un impératif, non comme une possibilité. Nous savons que toutes les religions ont des bases communes. Elles prônent l'égalité, la paix et la tolérance. Nous ne devons donc épargner aucun effort, au niveau individuel, national et mondial, pour lutter plus activement contre l'ignorance en offrant des informations positives sur les croyances des différentes religions. Nous devons écarter les stéréotypes péjoratifs et l'extrémisme. L'Ouganda est un pays aux religions multiples, où des personnes de différentes confessions vivent côte à côte en relative harmonie. En tant que pays, nous avons volontairement encouragé la coopération et les partenariats entre confessions. L'expérience s'avère exemplaire et a généré un consensus en faveur de la coopération au sein des différents groupes religieux. Elle a abouti à de réelles amitiés et ouvert d'autres occasions de travailler ensemble en tant que communauté. Nous comptons poursuivre et soutenir cet élan et sommes prêts à partager notre expérience et à apporter une contribution positive à ce processus.

La présente réunion arrive à un moment où le monde connaît des événements et des changements mémorables. Elle se tient le lendemain du dix-neuvième anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale, et à une époque où nous mettons l'accent sur les initiatives de prévention et de règlement des conflits. Elle arrive également à une époque où nous nous recentrons sur la dignité humaine, les valeurs familiales et le développement. Notre foi doit être, comme aujourd'hui, le catalyseur d'un rassemblement nous permettant de réfléchir à ces problèmes, de les comprendre et de les régler. Ensemble, nous devons agir davantage pour répondre aux défis de la pauvreté, de la faim endémique, de l'inégalité des sexes, de la détérioration de l'environnement et du manque d'éducation, de soins de santé et d'eau potable. Nous devons décider des actions visant à réduire la dette et à

augmenter l'aide, les échanges commerciaux et le transfert de technologies en faveur des moins favorisés.

Nous devons également reconnaître que l'éventail du développement humain dans le monde est vaste et inégal, avec d'éclatants progrès dans certains domaines et une stagnation ou une terrible dégradation dans d'autres. En tant que croyants, nous devons reconnaître que l'équilibre et la stabilité dans le monde exigent l'engagement de toutes les nations, riches et pauvres, et un pacte mondial pour le développement visant à mettre les possibilités considérables à la portée de tous. Nos valeurs religieuses et morales doivent nous inspirer dans la résolution des problèmes auxquels l'humanité est confrontée. Elles doivent être notre cri de ralliement pour s'occuper des questions importantes de notre temps en vue de la paix et de la coopération. Nous devons allouer des ressources à cet effort.

La présente réunion souligne le rôle crucial que la foi peut jouer pour améliorer la coexistence pacifique, la paix, l'harmonie et la prospérité pour nous tous. C'est notre devoir, et ce doit être notre promesse. L'Ouganda soutient cette initiative, et nous sommes déterminés à travailler sans relâche à un monde pacifique et prospère.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Côte d'Ivoire.

M. Bailly (Côte d'Ivoire) : Au nom du Président de la République de Côte d'Ivoire, S. E. M. Laurent Gbagbo, qui nous a chargé de transmettre à l'Assemblée ses souhaits de plein succès au déroulement de ces présentes assises, nous exprimons notre sentiment de gratitude à l'égard du Président de l'Assemblée générale pour avoir convoqué cette réunion de haut niveau. C'est aussi pour la délégation ivoirienne l'occasion de transmettre à S. M. le Roi Abdullah d'Arabie saoudite, Gardien des deux Lieux Saints, les remerciements de S. E. M. Youssouf Bakayoko, Ministre des affaires étrangères de la République de Côte d'Ivoire, pour avoir initié ce processus qui interpelle les dirigeants du monde et les leaders religieux sur l'urgence de l'instauration d'un vrai et franc dialogue des religions en vue de la promotion renforcée de la culture de la paix. Invité à prendre part à cette importante réunion, le Ministre Bayayoko n'a pu effectuer le voyage de New York pour des raisons de contraintes de calendrier.

La Côte d'Ivoire célèbre au plan national la paix le 15 novembre de chaque année. Elle a très tôt intégré les valeurs de paix et de tolérance dans ses programmes de développement et dans sa politique de construction nationale et de coexistence avec les pays voisins, ainsi que dans sa politique extérieure. Notre pays ne pouvait donc demeurer en marge de ce rendez-vous historique sur la culture de la paix. C'est dire que la Côte d'Ivoire soutient sans réserve l'initiative saoudienne ainsi que les efforts de l'ONU visant l'établissement d'un cadre permanent de dialogue entre les religions et l'adoption des stratégies idoines susceptibles d'impulser la mise en œuvre de toutes les recommandations prises par cette réunion.

Notre pays demeure convaincu, à l'instar des autres nations qui se sont déjà prononcées, que l'instauration d'un tel dialogue saura inéluctablement susciter une ère nouvelle dans les relations internationales fondée sans aucun doute sur une vision novatrice porteuse d'espoir pour l'humanité. Il est en effet d'une urgente nécessité que le monde transcende les différences confessionnelles et travaille résolument en faveur du rapprochement des civilisations, dans le respect des convictions et de la foi des uns et des autres. C'est pourquoi notre pays souscrit pleinement à l'élaboration des deux projets de résolution dont l'Assemblée générale demeure saisie, notamment le projet de résolution A/63/L.23, sur la promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix, et le projet de résolution A/63/L.24/Rev.1, relatif à la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde.

Il nous plaît à cet égard d'inviter l'Assemblée générale à adopter ces deux résolutions afin de marquer notre engagement collectif en faveur de cette dynamique nouvelle qui conduira assurément vers la création d'une plate-forme d'échanges. Cela aidera indubitablement à réduire le fossé d'incompréhension et de ressentiment qui prévaut entre les civilisations. Il s'agira de promouvoir, à travers un engagement politique fort et concerté, toutes les valeurs communes d'éthique et de morale prônées par les religions dans leur diversité.

Bien plus que des vœux pieux, nous pensons qu'au-delà des initiatives actuelles, les dirigeants du monde devront s'abreuver à la source du dialogue interreligieux aux fins de conduire des politiques

appelées à réduire, voire à détruire les barrières identitaires et idéologiques, qui pendant longtemps ont servi de prétexte à la perpétuation de systèmes d'exploitation et d'oppression qui ont contribué à la division du monde en blocs de défiance.

L'apologie de la culture du gain et la protection des intérêts au détriment des autres a eu pour corollaires la diabolisation et l'asservissement de pans entiers de l'humanité dans un contexte de désolation et de précarité extrêmes lié à l'exacerbation des extrémismes, du fanatisme, de l'intolérance et à la déliquescence des principes moraux et politiques qui ont présidé à la création des Nations Unies au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Il est évident qu'à terme cette vision manichéenne de la gestion des affaires du monde liée à la suprématie d'une religion sur l'autre, à la suprématie d'une race sur l'autre, ainsi qu'à la promotion de la pensée unique ou d'un modèle de société unique ne peut qu'être suicidaire pour notre humanité, pourtant riche de sa pluralité.

La trajectoire de la Côte d'Ivoire à travers son histoire récente montre combien l'adoption de la culture de la paix comme pilier de développement et comme facteur d'intégration a pu aider notre pays à surmonter le péril de l'implosion et à ne pas succomber dans le chaos identitaire et religieux dans le contexte de la crise conjoncturelle qu'il connaît depuis quelques années. De fait, en Côte d'Ivoire, comme le disait feu le Président Félix Houphouët-Boigny, père fondateur de notre nation, la paix n'est pas un vain mot, c'est un comportement. Le prix Félix Houphouët-Boigny de la paix décerné chaque année par l'UNESCO indique que l'adhésion à la culture de la paix est une démarche dynamique vers l'action.

C'est au nom de cette culture de paix, au centre de sa politique gouvernementale, que le Président de la République, S. E. M. Laurent Gbagbo, a initié le dialogue direct avec l'ex-rébellion ivoirienne conduisant à l'Accord politique de Ouagadougou, qui a permis la réunification de notre pays. Notre expérience nationale démontre que le monde peut bien opérer la rupture en vue de l'érection d'un nouvel ordre mondial basé sur un partenariat à visage humain plus ancré dans la valorisation de l'espèce humaine et dans la correction des déséquilibres existants.

C'est pourquoi nous partageons le point de vue de ceux qui croient fermement que le vrai défi ne réside pas dans la rhétorique classique des déclarations

d'intention, mais plutôt dans celui qui importe de relever en obtenant l'adhésion des décideurs de ce monde à un tel choix de société qui accorderait plus de place à la dimension morale dans la gestion des affaires du monde, au service de la réalisation des missions des Nations Unies dans un contexte marqué par la célébration de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Comores.

M. Ousseïn (Comores) : Au moment où le monde est frappé de plein fouet par toutes sortes de crises – financière, énergétique, alimentaire et identitaire – et où le doute, l'intolérance, la méfiance, l'égoïsme, le repli sur soi s'installent et prennent le pas sur la tolérance et la solidarité fraternelle entre les peuples, la tenue de cet important dialogue interreligieux, revêt tout son sens. Et à cet égard, je voudrais, au nom de l'Union des Comores, remercier S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saoud d'Arabie saoudite, Gardien des deux Lieux Saints, qui a pris l'heureuse initiative de susciter à plusieurs occasions un dialogue entre les religions.

Dialoguer avec une autre religion, c'est à notre sens, découvrir chez elle ce qu'elle partage avec nous et se retrouver en soi en elle. Il y aurait ainsi, au-delà de ce qui nous différencie et sépare, une communauté entre croyants, suffisamment profonde et forte pour qu'ils se trouvent semblables et se retrouvent ensemble.

Dans un monde devenu aujourd'hui un village planétaire, de plus en plus interdépendant, notre salut est dans la prise de conscience que rien n'est réellement durable sans l'autre, dans le respect de sa foi, de sa religion et de ses différences, et dans la ferme conviction que nous formons tous les maillons d'une même chaîne, dont la solidité et la survie dépend de notre volonté commune à construire un monde meilleur, nourri par l'esprit de justice, de tolérance, de partage et de solidarité fraternelle.

L'Union des Comores, nation musulmane connue pour son hospitalité légendaire, a toujours été profondément attachée à la pratique au quotidien de la tolérance et du respect de la dignité humaine. Elle est fermement convaincue que l'homme en tant que créature de Dieu, dans sa pluralité de cultures et de civilisations, est une richesse et ne doit pas, par conséquent, être une source de conflit.

Toutes les religions et toute l'humanité sont aujourd'hui confrontées à la fois aux défis de toutes les dérives d'un monde moderne de plus en plus déshumanisant et injuste. Mais force est de reconnaître que le monde musulman subit en plus la politique de deux poids et deux mesures. L'islamophobie est à nos yeux un des grands maux de notre temps, depuis la fin de la guerre froide et après le 11 septembre. Cela relève de l'injustice et de l'ignorance.

Le dialogue interreligieux peut contribuer à ramener entre les peuples plus de compréhension et faire reculer, sans aucun doute, la logique inique du choc des civilisations. Nous faisons nôtre cette pensée du regretté Président Léopold Sedar Senghor, qui disait « s'enrichir de nos différences pour converger vers l'universel ». Apprendre en effet à se connaître pour vivre ensemble et accepter l'autre quelle que soit sa condition, est une nécessité pour s'enrichir de nos différences et pour édifier une culture de paix.

Parce que tous les croyants de toutes les religions sont appelés à être des instruments d'amour et d'harmonie pour toute l'humanité, ils doivent professer la renonciation à toute oppression et à tout terrorisme, spécialement lorsqu'il est commis au nom de la religion.

Enfin, parce qu'il ne peut y avoir de paix sans développement, et forte de la conviction que tout croyant ne peut rester indifférent à l'injustice et à la misère, l'Union des Comores appelle dans le cadre de ce dialogue tous les croyants à s'unir pour soulager ceux qui ont faim et à œuvrer ensemble pour un nouvel ordre mondial plus juste, plus transparent et plus équitable, tenant compte de la situation des plus pauvres et des plus démunis.

Le Président (*parle en espagnol*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat. Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de résolution A/63/L.24/Rev.1, intitulé « Promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix ».

J'informe les membres que depuis la publication du projet de résolution, les pays suivants ont exprimé le vœu d'en devenir coauteurs : Afghanistan, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahamas, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Chine, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Grenade, Honduras, Iraq, Japon, Mali, Paraguay, Pérou, République démocratique du Congo,

République islamique d'Iran, Seychelles, Trinité-et-Tobago et Tunisie.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution?

Le projet de résolution A/63/L.24/Rev.1 est adopté (résolution 63/22).

Le Président (*parle en espagnol*): Avant de donner la parole au représentant des États-Unis, qui souhaite expliquer la position de sa délégation sur la résolution que nous venons d'adopter, je rappelle aux délégations que les explications de position sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. McMahan (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*): Les États-Unis d'Amérique ont été fondés sur le principe de la liberté de religion. Cette liberté, inscrite dans notre Constitution, a nourri une riche diversité religieuse qui a amplement contribué à la croissance et à la vitalité de notre société tout au long de ses 400 ans d'existence. La République des Philippines consacre elle aussi, dans sa Constitution, la notion de liberté de religion et elle s'emploie activement à promouvoir ce principe. Nous félicitons la Présidente Arroyo pour les efforts qu'elle déploie en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme dans sa région et dans le monde entier.

Comme les années précédentes, le texte dont nous sommes saisis a tout lieu d'être recommandé. Il reconnaît l'importance de la diversité culturelle et religieuse et réaffirme que la compréhension mutuelle et le dialogue sont importants pour parvenir à une paix durable et véritable. Il souligne l'importance de l'éducation et reconnaît le rôle essentiel joué par les médias dont la capacité de travailler librement et objectivement est indispensable à un dialogue ouvert et honnête, même lorsque les nouvelles qu'ils diffusent sont désagréables ou critiques.

De fait, si tous les individus, sans exception, ne sont pas libres d'exprimer leurs opinions et leurs croyances, les tentatives de promouvoir le dialogue, la diversité et la compréhension restent vides de sens. La Déclaration universelle des droits de l'homme, dont nous célébrons le sixième anniversaire cette année, est claire sur ce point. Son article 19 dispose que :

« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de

chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. »

Les États-Unis affirment sans équivoque que la liberté d'expression est l'antidote idoine à l'intolérance. Sans liberté de partager nos pensées et nos opinions, nous ne pouvons espérer mettre fin à l'ignorance et à la méfiance qui alimentent la violence. L'un des principes les plus chers aux Américains est que même si nous pouvons ne pas toujours être d'accord avec ce que quelqu'un dit, nous défendons son droit de le dire. Nous devons respecter ce principe même si parfois les paroles prononcées peuvent être offensantes. Le remède à des paroles injurieuses est davantage de paroles, davantage de dialogue et davantage de compréhension, et non l'inverse.

C'est pourquoi la résolution dont nous sommes saisis ne doit en aucune manière être interprétée comme limitant l'expression pacifique des opinions ou des croyances. Le droit de tous les individus de s'exprimer librement et pacifiquement est inhérent à l'humanité tout entière. Nous ne saurions approuver les efforts déployés par quelques-uns pour faire reculer cette liberté fondamentale qu'est la liberté d'expression.

Je tiens à bien me faire comprendre. Certains gouvernements se sont malheureusement servis, et continueront à le faire, des résolutions et déclarations de l'ONU pour justifier des emprisonnements, la torture et même des condamnations à mort à l'encontre de ceux qui donnent une interprétation de la religion ou de la bonne gouvernance différente de celle donnée par le Gouvernement au pouvoir. Cette tendance est malheureusement si largement répandue que de nombreuses organisations non gouvernementales ont, à l'instar de mon gouvernement, commencé à faire l'inventaire de toutes les affaires de ce genre.

Nous demandons aux membres de cet organe de veiller à ce que les résolutions de l'ONU ne soient pas détournées de la sorte et à tenir responsables les gouvernements qui s'emploient à ternir l'ONU en l'associant à leurs actions intolérantes et brutales. Les membres de la société doivent pouvoir participer à un échange de vues ouvert sans craindre d'être récriminés si nous voulons développer la compréhension et la confiance nécessaires pour vivre ensemble.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous venons d'entendre le seul orateur inscrit au titre des explications de position.

Alors que cette remarquable séance touche à sa fin, je suis à la fois encouragé et surpris par la multitude d'appels que j'ai entendus ces deux derniers jours. Je remercie tous les participants d'avoir pris part au dialogue en cours sur la culture de la paix.

Cette séance a montré que si, de toute évidence, il y a des différences dans nos religions et théologies, nous n'en sommes pas moins très unis dans nos valeurs essentielles. Il est tout aussi important que nous mettions en œuvre ces valeurs si nous voulons faire face aux conséquences des crises convergentes causées par l'homme auxquelles nous nous heurtons à ce tournant de l'histoire.

Les religions et les théologies sont par la force des choses ancrées dans les cultures et donc inévitablement différentes. Nous devrions célébrer et remercier Dieu pour cette diversité. Si nous acceptons le fait que l'homogénéisation est souhaitable pour le lait, nous savons qu'elle ne l'est pas pour les cultures humaines. Nous devons défendre l'identité culturelle de tous les peuples avec la même détermination que celle dont nous faisons preuve pour défendre la biodiversité sur notre planète.

Pour ce qui est des valeurs, qu'elles émanent des confessions ou de nos riches traditions éthiques et philosophiques, nous y voyons la main de Dieu. Il y a toutefois des valeurs, ou plutôt des contre-valeurs, qui n'ont pas les mêmes origines. Elles proviennent de la culture dominante qui sème la haine, l'intolérance, l'avidité et l'irresponsabilité sociale.

Sa Majesté, notre frère le Roi d'Arabie saoudite et Gardien des deux Saintes mosquées, le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saoud, l'a exprimé très clairement :

« Toutes les tragédies que vit le monde d'aujourd'hui sont, en fin de compte, le résultat du renoncement à l'une des nobles valeurs à laquelle ont appelé toutes les religions et les cultures, à savoir le principe éternel de justice. »
(A/63/PV.46)

Nous avons entendu des appels pour que l'on rétablisse les valeurs de compassion et de solidarité dans le paysage incroyablement désertique des prises de décision politique. Des orateurs de tous les coins de la terre ont insisté pour que nous placions les êtres

humains avant le profit, ultime mesure du succès dans un monde des affaires de plus en plus impitoyable et immoral.

Notre frère, le Président Shimon Pérès, Président d'Israël, nous a dit que nous avons renoncé à la foi pour choisir l'avidité. Il a souligné que, si nous voulons changer le monde, il faut d'abord que nous nous changions nous-mêmes. Je suis tout à fait d'accord. En parlant de cette séance, il a dit qu'elle pouvait marquer le début d'un mouvement très important dans le monde.

Nous prenons note de l'appel lancé par M. Gordon Brown, Premier Ministre du Royaume-Uni, pour que nous utilisions nos valeurs pour veiller à ce que l'on se souvienne de nous comme de la génération qui a mis fin à l'analphabétisme et inversé l'impact négatif dont nous sommes responsables sur les changements climatiques.

Nous avons entendu des appels pressants nous invitant à mettre de côté nos intérêts personnels étroits en tant que nations, peuples, communautés et individus. Nous avons entendu l'appel nous exhortant à rétablir la confiance, la compassion et la solidarité dans nos institutions.

Le message est on ne peut plus clair : soit nous rétablissons les valeurs impérissables de fraternité soit nous nous empêtrons dans un bourbier d'indifférence et de destruction provoquée par nous-mêmes, qui gagnera toute la planète.

Nous sommes rassemblés ici sous la menace d'une « tempête parfaite », dont l'intensité et la capacité de destruction nous forcent tous à repenser la manière dont nous nous conduisons en tant qu'êtres humains. Nous savons que nous sommes la cause de cette tempête, et qu'il faudra prendre des mesures héroïques pour l'empêcher de détruire nos aspirations à un bien-être économique, social et spirituel, où que nous nous trouvions dans le monde.

Nous sommes rassemblés ici, conscients que nous devons assumer la responsabilité des milliards de personnes qui vivent dans une pauvreté et un dénuement inexcusables. Des dirigeants ont parlé de ces millions d'innocents dont les existences ont sombré dans la crise et la pauvreté du fait de l'irresponsabilité et de l'avidité de quelques-uns se trouvant dans des endroits éloignés. Nous devons mettre fin à cette situation de toute urgence.

Nous avons décrit ce moment comme un tournant dans l'histoire humaine qui nécessite une direction courageuse, voire héroïque. Puisse dans les réservoirs d'amour et de solidarité que nous possédons tous. Soyons courageux et héroïques. Je suis intimement convaincu que cela est à notre portée.

Dans la déclaration qu'il a prononcée au début de cette réunion, S. M. le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saoud a dit :

« Notre dialogue fraternel, mené de manière civilisée, redonnera vie aux valeurs nobles de l'humanité et permettra de les consolider parmi les peuples et les nations. Il ne fait aucun doute que cela constituera une victoire du Bien qu'il y a dans l'Homme sur le Mal, et apportera à

l'humanité l'espoir d'un avenir juste et sûr où la vie dans la dignité l'emporte sur l'injustice, la peur et la pauvreté. » (A/63/PV.46)

Notre réunion a réalisé ces objectifs. Dans deux semaines, à la réunion consacrée au financement du développement à Doha, nous aurons la possibilité de montrer au monde que nous avons réellement l'intention de faire de la solidarité le principe fondateur de nos résolutions et de nos actions.

(l'orateur poursuit en espagnol)

Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de son examen du point 45 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 20 h 10.